

Art. 2. In afwijking van artikel 1, a, b, c, d, e en f, van het koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de jaarlijkse vakantieperiodes, buiten de verlofdagen, voor het schooljaar 1994-1995 als volgt vastgesteld :

- ontspanningsverlof 1e kwartaal : van 31 oktober tot en met 4 november 1994;
- wintervakantie : van 26 december 1994 tot en met 6 januari 1995;
- ontspanningsverlof : van 20 februari 1995 tot en met 26 februari 1995;
- lentevakantie : van 17 april 1995 tot en met 28 april 1995.

Zomervakantie :

a) voor de directeurs en de leden van de inspectiediensten van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap : van 6 juli 1995 tot en met 15 augustus 1995;

b) voor de andere onder artikel 1 bedoelde personeelsleden : van 1 juli 1995 tot en met 16 augustus 1996 of van 12 juli 1995 tot en met 27 augustus 1995.

Art. 3. In afwijking van artikel 1, a, b, c, d, e en f, van het koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de jaarlijkse vakantieperiodes, buiten de verlofdagen, voor het schooljaar 1995-1996 als volgt vastgesteld :

- ontspanningsverlof 1e kwartaal : van 30 oktober 1995 tot en met 9 november 1995;
- wintervakantie : van 25 december 1995 tot en met 5 januari 1996;
- ontspanningsverlof 2e kwartaal : van 18 februari 1996 tot en met 23 februari 1996;
- lentevakantie : van 15 april 1996 tot en met 26 april 1996.

Zomervakantie :

a) voor de directeurs en de leden van de inspectiediensten van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap : van 6 juli 1996 tot en met 15 augustus 1996;

b) voor de andere onder artikel 1 bedoelde personeelsleden : van 1 juli 1996 tot en met 16 augustus 1996 of van 10 juli 1996 tot en met 25 augustus 1996.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1994.

Art. 5. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

F. 95 — 19 (94 — 2798)

13 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat.
Erratum

Le texte de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, publié au *Moniteur belge* n° 217 du 4 novembre 1994, pages 27342, 27343 et 27344, est remplacé par le texte repris ci-après :

« **13 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 ainsi que par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 97, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 3 août 1993;
Vu le protocole du 22 avril 1994 du Comité de Secteur IX;
Sur la proposition du Ministre de l'Éducation;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française;

Arrête :

Article 1er. Le tableau de l'article 1er, A, B, C, D, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'État pour être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'État, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992, est remplacé par le tableau suivant :

A. Dans l'enseignement maternel

Institutrice gardienne en chef, institutrice gardienne en chef d'une école gardienne d'application, institutrice gardienne en chef d'une école gardienne autonome.	Institutrice gardienne, institutrice gardienne à l'école gardienne d'application.	Diplôme d'institutrice gardienne.
--	---	-----------------------------------

B. Dans l'enseignement primaire

Instituteur primaire en chef, instituteur primaire en chef d'une école primaire d'application, directeur d'une école primaire autonome, directeur d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, directeur d'un institut médico-pédagogique.	Instituteur primaire, maître de morale, maître de cours spéciaux, instituteur primaire à l'école primaire d'application, maître de cours spéciaux à l'école primaire d'application, maître de seconde langue.	Diplôme d'instituteur primaire.
--	---	---------------------------------

B.bis. Dans l'enseignement fondamental

Instituteur primaire en chef, instituteur primaire en chef d'une école fondamentale d'application, directeur d'une école fondamentale autonome, directeur d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, directeur d'un institut médico-pédagogique.	Institutrice gardienne, institutrice primaire, maître de morale, maître de cours spéciaux, institutrice gardienne à l'école gardienne d'application, institutrice primaire à l'école primaire d'application, maître de cours spéciaux à l'école primaire d'application, maître de seconde langue.	Diplôme d'institutrice gardienne, diplôme d'instituteur primaire.
--	---	---

C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur

Chef de travaux d'atelier.	Professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, chef d'atelier dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, sous-directeur.	
Directeur.	Professeur de cours généraux, professeur de langues anciennes, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur. Professeur de cours généraux, professeur de cours spéciaux à l'école moyenne d'application. Sous-directeur ou proviseur, chargé à titre principal de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés. Chef d'atelier, sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.	Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou un titre de niveau supérieur du deuxième degré.

D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur

Chef de travaux d'atelier.	Professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, chef d'atelier dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, sous-directeur.	
Préfet des études d'un athénée royal, directeur.	Professeur de cours généraux, professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur. Professeur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire. Chef d'atelier, sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur. Proviseur à l'athénée royal.	Un titre du niveau supérieur du troisième degré.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1994.

Art. 3. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 13 septembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 — 19 (94 — 2798)

13 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen. — Erratum

De tekst van het « Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen », die verschenen is in het *Belgisch Staatsblad* nr. 217 van 4 november 1994, blz. 27342, 27343 en 27344, wordt vervangen door de volgende tekst :

« **13 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen.**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, het koninklijk besluit nr. 286 d.d. 31 maart 1984, de wet van 31 juli 1984, het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en het decreet van 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 97, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister, bevoegd voor de begroting, d.d. 3 augustus 1993;

Gelet op het protocol van sectorcomité IX d.d. 22 april 1994;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. De tabel in artikel 1, A, B, C en D van het besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1992, wordt vervangen als volgt :

« A. In het kleuteronderwijs

Hoofdkleuteronderwijzeres, hoofdkleuteronderwijzeres van een autonome kleuterschool, hoofdkleuteronderwijzeres van een oefenschool voor kleuteronderwijzeressen.

Kleuteronderwijzeres.
Kleuteronderwijzeres aan een oefenschool voor kleuteronderwijzeressen.

Diploma van kleuteronderwijzeres.

B. In het lager onderwijs

Hoofdonderwijzer, hoofdonderwijzer van een lagere oefenschool, directeur van een autonome lagere school, directeur van een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, directeur van een medisch-pedagogisch instituut.

Onderwijzer, leermeester zedenleer, leermeester bijzondere vakken, onderwijzer aan een lager oefenschool, leermeester bijzondere vakken aan een lagere oefenschool, leermeester 2e taal.

Diploma van onderwijzer.

B.bis. In het basisonderwijs.

Hoofdonderwijzer, hoofdonderwijzer van een lagere oefenschool, directeur van een autonome basisschool, directeur van een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, directeur van een M.P.I.

Kleuteronderwijzeres, onderwijzeres, leermeester zedenleer, leermeester bijzondere vakken, kleuteronderwijzeres aan een oefenschool voor kleuteronderwijzeressen, onderwijzeres aan een lagere oefenschool, leermeester bijzondere vakken aan een lagere oefenschool, leermeester 2e taal.

Diploma van kleuteronderwijzeres, diploma van onderwijzer.

	C. In het secundair onderwijs van de lagere graad	
Werkplaatsleider.	Leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, werkmeester in het secundair onderwijs van de lagere graad, onderdirecteur.	
Directeur.	Leraar algemene vakken, leraar oude talen, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad. Leraar algemene vakken aan een middelbare oefenschool, leraar bijzondere vakken aan een middelbare oefenschool. Onderdirecteur of provisor, hoofdzakelijk belast met de opvoedkundige leiding in de 1e graad van de onderwijsinrichtingen van type I met 3 graden. Werkmeester, onderdirecteur in het secundair onderwijs van de lagere graad.	Diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de tweede graad.
	D. In het secundair onderwijs van de hogere graad	
Werkplaatsleider.	Leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, werkmeester in het secundair onderwijs van de hogere graad, onderdirecteur.	
Studieprefect van een koninklijk atheneum, directeur.	Leraar algemene vakken, leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad. Leraar oude talen in het secundair onderwijs. Werkmeester, onderdirecteur in het secundair onderwijs van de hogere graad. Provisor van een koninklijke atheneum.	Een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 3e graad.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1994.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 13 september 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 20 (94 — 2809)

[C — 27628]

20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes. — Erratum

Le deuxième alinéa du préambule de la version française de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 5 novembre 1994, à la page 27500, doit se lire comme suit :

« Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, notamment les articles 3, 4 et 6; ».

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 20 (94 — 2809)

[C — 27628]

20 OKTOBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling. — Erratum

Het tweede lid in de aanhef van de Franse versie van dit besluit, bekendgemaakt op bladzijde 27500 van het *Belgisch Staatsblad* van 5 november 1994, dient te worden gelezen als volgt :

« Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, notamment les articles 3, 4 et 6; ».